



LA UNE CNRS : qui veut la peau des sciences humaines ? Par Jade Lindgaard

Bureaux vidés, cartons remplis et empaquetés : il n'y a plus de direction du département des sciences humaines et sociales (dites «SHS») au CNRS. Huit des neuf directeurs scientifiques adjoints ont démissionné en début de semaine pour protester contre la mise à l'écart de leur directrice, Marie-Françoise Courel. Alors qu'elle ne devait quitter ses fonctions qu'en janvier 2009, la géographe a appris lundi 1er septembre qu'elle devait partir «*le plus rapidement possible*» à la demande de la présidente du CNRS, Catherine Bréchnignac.

C'est la première fois qu'une direction scientifique du CNRS démissionne dans son intégralité. Départ de tous, ou presque. Dans l'organigramme du département ne reste plus que Bruno Laurieux, médiéviste, nouveau directeur... et ancien adjoint de la directrice débarquée, le seul à ne l'avoir pas suivie en signe de solidarité. Il se trouve pour l'instant sans équipe à ses côtés. Un responsable sur le départ confie : «*C'est très dur. J'ai fini mes paquets hier. C'est la fin d'un boulot qui fut un énorme investissement*».

Raison invoquée pour le départ contraint de la chercheuse : la limite d'âge. Elle vient d'avoir 66 ans. Mais pour Denis Peschanski, l'un des démissionnaires, «*cette explication ne tient pas : Marie-Françoise avait le même âge avant les vacances, quand il a été décidé qu'elle quitterait ses fonctions début 2009*».

Pour Frédéric Sawicki, professeur à Lille-II et co-initiateur au printemps dernier de la pétition «*pas de CNRS sans sciences humaines et sociales!*», le débarquement de Marie-Françoise Courel relève «*des mœurs de république bananière*». Vice-présidente de Sauvons la recherche, Isabelle This y voit «*une méthode inadmissible : ce débarquement est scandaleux*». «*Scandalisés*» aussi, les directeurs d'unité du sud-est de la France ? qui retrouvaient Marie-Françoise Courel pour une réunion de travail lundi quand elle a appris son débarquement ? ont lancé une pétition de soutien.

Cette levée de boucliers exaspère Catherine Bréchnignac, la présidente du CNRS : «*Ce n'est pas de ma faute si Marie-Françoise Courel a eu 66 ans le 23 août! Je ne sais pas pourquoi, c'est toujours les sciences humaines et sociales à qui il faut faire des règles différentes des autres*» :

© Mediapart

Mais Marie-Françoise Courel réfute la chronologie des faits invoquée par sa supérieure : «*On explose en plein vol une équipe qui a travaillé deux ans et demi, et était en train de consulter la communauté scientifique sur la future organisation des sciences sociales*» Et ajoute : «*Je ne suis pas en conflit avec Catherine Bréchnignac. Elle a pris une décision qui se justifie dans tout ce que je ne*

sais pas, mais qui apparaît pour ce qu'elle est : un abattage en plein vol».

Echéances décisives

Pourquoi de tels remous aujourd'hui ? «*Nous sommes extrêmement inquiets*, explique Denis Peschanski, l'un des directeurs démissionnaires. *Le danger, c'est la disparition à court terme des SHS [Sciences humaines et sociales] au CNRS.*»

S'ouvre en cette rentrée une nouvelle séquence de la réforme du CNRS voulue par Valérie Pécresse, et votée par le conseil d'administration de l'organisme public le 1er juillet dernier. Désormais, il sera constitué d'instituts et non plus de départements.

Le 15 septembre, tous les départements (mathématique et physique, chimie, sciences du vivant, environnement et développement durable, sciences et technologie de l'information, et bien sûr sciences humaines et sociales) doivent avoir remis leur projet d'institut. C'est donc à la veille d'une échéance décisive qu'intervient la mise à l'écart de Marie-Françoise Courel.

Président du conseil scientifique du département de sciences humaines, Philippe Régnier s'inquiète de ce timing : «*Le résultat le plus clair du départ contraint de Marie-Françoise Courel est de mettre les SHS et elles seules dans les plus grandes difficultés pour tenir les échéances décisives de ce mois et des suivants*».

Occupation du CNRS, 19 juin 2008.

La directrice des sciences humaines fait-elle les frais de pressions politiques ? La discipline apparaît traditionnellement liée à la gauche intellectuelle. Et peu réceptive aux exhortations de la ministre à faire de la recherche le socle de la compétitivité de l'économie française.

En janvier dernier, Bernard Belloc, conseiller de l'Elysée pour la recherche, s'était fendu d'une petite phrase qui retentit encore dans toutes les têtes : «*30 % des chercheurs des SHS ne publient jamais rien dans leur vie. Même pas dans "La Dépêche du Midi"*» Mais depuis, Valérie Pécresse a prononcé un discours en faveur des sciences de l'homme (à Poitiers, en juin), et reconnu qu'elles avaient toute leur place au CNRS.

Disette budgétaire

Un autre spectre inquiète aussi aujourd'hui les chercheurs : la disette budgétaire. Aucun chiffre précis ne circule encore mais, de l'avis général, le prochain budget du CNRS promet d'être catastrophique, en baisse nette par rapport au précédent exercice. Perte financière aggravée par la probable répartition des fonds. Une part substantielle pourrait être affectée aux dépenses de programme, c'est-à-dire correspondant à des projets de recherche spécifiques,



au détriment de la dotation de base qui revient chaque année aux laboratoires.

Face à cette pénurie budgétaire, le projet d'institut qu'a préparé le département des SHS est-il trop ambitieux ? « *C'est possible, s'avance Marie-Françoise Courel. Le budget s'annonce serré. J'allais me battre pour que les SHS n'en subissent pas les conséquences. Tout le monde le savait .* »

Avant les vacances, Arnold Migus, directeur général du CNRS, avait évoqué en présence de responsables syndicaux le retrait du CNRS de 30% des laboratoires universitaires auxquels il est jusqu'ici associé.

Pour Daniel Steinmetz de SNTRS-CGT, « *il est évident que le budget va se recentrer sur la recherche appliquée, avec des dé-*

bouchés industriels ». Au prix d'une réduction de la place des sciences humaines ? Une réunion de crise des directeurs de laboratoires en sciences humaines vient d'être convoquée pour la semaine prochaine.

Pour l'instant, Catherine Bréchnignac tempore : « *Les postes, ça va dépendre de ce que va nous donner le gouvernement. Je ne peux pas dire que les postes seront maintenus si on ne me donne pas les postes. Mais l'équilibre général du CNRS ne sera pas changé .* »

Le budget du CNRS devrait être connu d'ici le 1er octobre. Les candidats à la direction du nouvel institut doivent se déclarer avant le 30 septembre.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Directrice général : Marie-Hélène Smiéjan

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007. Capital social : 1 958 930 €. Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : en cours.

Conseil de direction : François Bonnet, Jean-Louis Bouchard, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa ; Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 80 ou 01 90

Propriétaire, éditeur et prestataire des services proposés sur ce site web : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 1 958 930 euros, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.